

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2025-04

**TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE, HEBERGEMENT
ET ASSISTANCE EN LIGNE AUPRES DES UTILISATEURS
DU SYSTEME D'INFORMATION HARMONIA PERMETTANT
LA COLLECTE DES DOCUMENTS FINANCIERS DES
ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°2025-04-01

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Jeudi 17 juillet 2025 à 12 heures

Acheteur :

Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)

10 avenue Ledru Rollin - 75012 Paris

Tél. : 01.40.02.94.14

Site internet : <https://www.cglls.fr>

N°SIRET 180 092 272 00020

Le présent document contient 26 pages, numérotées de 1 à 26.

SOMMAIRE

1	Objet de l'accord-cadre	4
2	Forme et durée de l'accord-cadre	4
2.1	Allotissement	4
2.2	Forme	4
2.3	Montant	4
2.4	Durée	4
2.5	Co-traitance	5
3	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
4	Sous-traitance	6
5	Marché similaire	6
6	Conduite des prestations	6
6.1	Intervenants	6
6.2	Remplacement des intervenants	7
7	Modalités de passation des commandes et d'exécution des prestations	7
7.1	Contenu des bons de commande	7
7.2	Transmission des bons de commande	7
7.3	Modalités de commande des postes 1, 2, 3, 4, et 6	8
7.4	Modalités de commande des poste 5 et 7	8
8	Clause de réexamens	9
9	Engagements du titulaire	9
9.1	Obligations de moyen et résultat	9
9.2	Obligation de conseil et d'alerte	10
9.3	Obligation de confidentialité	10
9.4	Continuité de service	10
9.5	Mesures de sécurité	11
9.6	Sécurité, résilience et conformité au règlement DORA	11
10	Constatation de l'exécution des prestations	12
10.1	Vérification des prestations	12
10.2	Décision après vérification des prestations	13
11	Garantie et maintenance	13
12	Pénalités	13
12.1	Pénalités de retard	14
12.2	Pénalités pour indisponibilité	14
12.3	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	14
13	Modalités financières	14
13.1	Caractéristiques et contenu des prix	14
13.2	Révision des en cas de reconduction de l'accord-cadre	15
13.3	Avance	16
13.4	Modalités d'application du prix forfaitaire annuel	16
13.5	Modalités de facturation et de paiement	16
13.6	Echéancier de paiements	17
13.7	Délai de paiement – Intérêts moratoires	18
13.8	Coordonnées bancaires du Titulaire	18
14	Propriété intellectuelle	19
15	Conditions d'arrêt et de résiliation de l'accord-cadre	20
15.1	Arrêt de l'exécution des prestations	20
15.2	Résiliation	20

16	Dispositions diverses	20
16.1	Langue	20
16.2	Assurance	20
16.3	Nantissement ou cession de créance	20
16.4	Modification de l'accord-cadre.....	21
16.5	Protection de l'environnement.....	21
17	Protection des données à caractère personnel	21
18	Droit applicable - Litiges	26
19	Liste récapitulative des dérogations au CCAG-TIC	26

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet **la réalisation de prestations de tierce maintenance applicative (TMA), d'hébergement et d'assistance en ligne auprès des utilisateurs (Hotline) du système d'information « Harmonia » permettant la collecte des documents financiers des organismes de logement social.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°2025-04-02).

2 FORME ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti. Il s'agit d'un marché à caractère homogène ne permettant pas un allotissement.

2.2 Forme

Le présent marché est un marché de prestations de services informatiques. Il comprend également des prestations intellectuelles.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire.

Les prestations sont réparties en sept (7) postes (P) :

Poste 1	Opérations de bascule entre Titulaires
Poste 2	Maintenance corrective et adaptative
Poste 3	Hébergement
Poste 4	Assistance en ligne des utilisateurs (Hotline)
Poste 5	Maintenance évolutive
Poste 6	Réversibilité
Poste 7	Audit - Sécurité

2.3 Montant

L'accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum en valeur pour toute la durée du marché**, conformément à l'article R.2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord cadre est fixé à un million (1 000 000) d'euros hors taxes pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

N.B : Il est précisé que le montant maximal susceptible d'être commandé dans le cadre de l'accord-cadre n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation, réelle de l'accord-cadre. Ce montant constitue un seuil qui, une fois atteint, signifiera obligatoirement la fin de l'accord-cadre, qu'il soit ou non arrivé à son échéance.

Les bons de commande sont émis dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix indiqués sur le Bordereau de Prix complété par le Titulaire.

2.4 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de la date de notification au Titulaire. Les bons de commande seront notifiés par la CGLLS au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre peut faire l'objet de trois (3) reconductions expresses, décidées par la CGLLS, pour des périodes successives d'un (1) an chacune. La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne pourra excéder quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification.

La décision de reconduction est notifiée au Titulaire électroniquement, au moins trois (3) mois avant l'échéance. La notification électronique peut prendre la forme d'un envoi par mail avec demande d'accusé de réception, ou d'une transmission sur le profil acheteur (PLACE) de la CGLLS.

A défaut d'une telle notification, l'accord-cadre n'est pas reconduit.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

2.5 Co-traitance

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la CGLLS.

3 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Technologie de l'Information de la Communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, l'accord-cadre est régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement n°2025-04-GAR (formulaire ATTR11),
- le Bordereau des Prix (BP), annexe financière de l'acte d'engagement,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2025-04-02 et ses 6 annexes,
- le CCAG-TIC,
- les avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- l'offre technique du Titulaire et ses éventuelles annexes dont, le cas échéant, le plan d'assurance sécurité (PAS), le plan d'assurance qualité et/ou le plan de prévention des risques (PPR),

Les documents de l'accord-cadre ci-dessus référencés l'emportent sur l'ensemble des livrables produits dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Le CCAG-TIC applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance <http://www.legifrance.gouv.fr> Cette pièce non fournie est réputée connue du Titulaire du marché.

Les dérogations au CCAG-TIC figurent au dernier article du présent document.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les conditions générales de vente du Titulaire figurant, le cas échéant, au dos de ses factures ou dans tout autre document ne sont pas applicables au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-TIC, seules les copies de l'acte d'engagement et son annexe financière seront notifiées au Titulaire. L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, sera remis sans frais sur demande écrite du Titulaire.

Modalités de conservation et de diffusion des documents de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la commande publique, la CGLLS conserve pendant une durée minimale de cinq (5) ans :

- à compter de la date de signature du marché, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation,
- à compter de la fin de l'exécution du marché, les pièces contractuelles du marché, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi.

4 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique, sous réserve :

- de l'acceptation préalable de la CGLLS,
- de l'agrément des conditions de paiement du ou des sous-traitants concernés,
- et de la remise, pour chaque sous-traitant, d'un acte spécial de sous-traitance dûment complété selon le modèle fourni par la CGLLS.

Toutefois, en raison de la technicité particulière des prestations relevant du poste 4 « assistance en ligne auprès des utilisateurs », la sous-traitance de ce poste est formellement interdite, en application de l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

En tout état de cause, le recours à la sous-traitance ne dégage en rien le Titulaire de sa responsabilité contractuelle : celui-ci demeure pleinement responsable de la bonne exécution de l'ensemble des obligations découlant du présent accord-cadre, y compris celles confiées à ses sous-traitants.

La sous-traitance totale des prestations objet de l'accord-cadre est strictement interdite.

Les personnes physiques intervenant au titre d'une sous-traitance doivent présenter des compétences professionnelles équivalentes à celles exigées du Titulaire pour les tâches confiées. À défaut, la CGLLS se réserve le droit de refuser le sous-traitant proposé, sans que cette décision puisse ouvrir droit à indemnisation au profit du Titulaire.

5 MARCHE SIMILAIRE

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, la CGLLS se réserve la possibilité de conclure avec le Titulaire du présent accord-cadre, un second accord-cadre, sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées par le présent contrat.

La durée pendant laquelle ce nouveau contrat peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

6 CONDUITE DES PRESTATIONS

6.1 Intervenants

- Représentation de la CGLLS

Dès la notification de l'accord-cadre, la CGLLS désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CGLLS en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- Représentation du Titulaire

Le Titulaire affecte à l'exécution des prestations des personnels disposant des qualifications et compétences requises dans les domaines concernés.

Dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désigne deux interlocuteurs privilégiés, identifiés comme tels par la CGLLS (maître d'ouvrage) et ses partenaires institutionnels (ministère et fédération), en qualité de référents pour l'exécution des prestations.

Ces interlocuteurs sont réputés habilités à représenter le Titulaire et à prendre, en son nom, toute décision nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. Leur désignation emporte présomption de pouvoir.

Ils doivent être joignables les jours ouvrés en France par téléphone, courrier électronique ou courrier postal, y compris s'ils sont basés hors du territoire national.

➡ Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre technique.

6.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations du présent de l'accord-cadre dépend en partie des profils mis en place par le Titulaire. Ce dernier reconnaît l'importance pour la CGLLS des profils clés mis en place et décrits dans sa proposition technique et s'efforce d'en assurer la stabilité.

Le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans le cas où le Titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, celui-ci transmet à la CGLLS, quinze (15) jours minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque nouvel intervenant et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe,
- joignant les curriculum vitae détaillés de chacun des intervenants concernés.

La CGLLS peut récuser l'un ou plusieurs des intervenants ainsi proposés pour motifs justifiés. Dans ce cas, le Titulaire dispose de cinq (5) jours maximum pour proposer un ou plusieurs autres intervenants. Les intervenants ainsi proposés sont considérés comme acceptés si la CGLLS ne les récuse pas dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la communication.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois (3) récusations successives motivées par la CGLLS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire.

7 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les bons de commande émis sur le fondement du présent accord-cadre sont passés en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Ils sont établis sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ceux émis avant cette échéance doivent être exécutés, même si l'accord-cadre a expiré entre-temps, dans un délai maximal de six (6) mois suivant la date de fin de validité dudit accord-cadre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande court à compter de sa notification, sauf indication contraire expressément mentionnée dans ledit bon.

7.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte a minima les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du Titulaire,
- la date et le numéro de la commande (n°EJ),
- la désignation, la quantité et le délai d'exécution des prestations,
- les montants hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

7.2 Transmission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis par la CGLLS au Titulaire par courrier électronique avec demande d'accusé de réception dans un délai d'un (1) jour ouvré.

➡ Le Titulaire est tenu d'indiquer dans son offre, les coordonnées du service ou de la personne destinataire du bon de commande. En cas de modification, il lui appartient d'en informer la CGLLS sans délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande pour faire part à la CGLLS, par écrit, de toute observation ou réserve. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

En cas d'émission de réserves par le Titulaire, un document rectificatif pourra être établi. Ces réserves ne sauraient justifier un refus d'exécution de la prestation.

Le Titulaire ne peut refuser l'exécution d'un bon de commande, sauf cas de force majeure dûment justifié. Il est précisé que le défaut de disponibilité en personnel ne constitue en aucun cas un motif recevable de refus.

7.3 Modalités de commande des postes 1, 2, 3, 4, et 6

Les bons de commande afférents aux postes 1, 2, 3, 4 et 6 sont émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement. Leur fréquence d'émission est définie comme suit :

- **Poste 1 – Opérations de bascule** : la prestation est commandée uniquement dans le cas où un changement de Titulaire est intervenu à l'occasion du présent marché. Le cas échéant, un bon de commande est émis à la notification de l'accord-cadre.
- **Poste 2 – Maintenance corrective et adaptative, Poste 3 – Hébergement et Poste 4 – Assistance en ligne des utilisateurs** : un bon de commande est émis :
 - o soit à la notification de l'accord-cadre (en l'absence d'exécution du poste 1),
 - o soit à l'issue de l'exécution du poste 1, si celui-ci a été commandé. Par la suite, un nouveau bon de commande est émis à chaque reconduction annuelle de l'accord-cadre, pour une durée estimative de quatre trimestres.
- **Poste 6 – Réversibilité** : le cas échéant, un bon de commande est émis en fin d'exécution de l'accord-cadre, que celle-ci intervienne à son terme ou par résiliation anticipée.

7.4 Modalités de commande des poste 5 et 7

Les bons de commande relatifs aux **postes 5 – Maintenance évolutive et 7 – Audit Sécurité** sont émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, au fur et à mesure des besoins exprimés par la CGLLS, pendant toute la durée de l'accord-cadre.

- Demande de devis

Pour le Poste 5 – Maintenance évolutive, les modalités de demande des devis sont détaillées à l'article 3.5.2 du CCTP.

Pour le Poste – 7 Audit Sécurité, lorsque la CGLLS souhaite effectuer un audit, elle adresse au Titulaire une expression de besoin par courrier électronique. Le Titulaire transmet une proposition technique et financière dans un délai précisé dans l'expression du besoin.

- **Etablissement des devis**

Le devis est établi par le Titulaire, à titre gratuit, sur la base des prix du Bordereau des Prix.

Le devis peut faire l'objet d'un examen contradictoire entre la CGLLS et le Titulaire. La CGLLS se réserve la faculté de demander au Titulaire des ajustements techniques et/ou financiers. Dans ce cas, le Titulaire établit un nouveau devis selon les mêmes modalités.

En cas de révision des prix intervenue entre la date d'établissement et celle d'acceptation du devis, la CGLLS demandera au Titulaire d'établir un nouveau devis avec les prix révisés.

- **Durée de validité des devis**

La durée de validité indiquée par le Titulaire dans son devis, ainsi que ses conditions générales de ventes (CGV) ou d'utilisation (CGU), n'ont aucune valeur dans le cadre du présent accord-cadre et ne peuvent être opposées à la CGLLS, sauf disposition spécifique relative aux exigences de fournisseurs tiers (ex. éditeurs de logiciels).

Dans ce cas, le Titulaire joint au devis un justificatif du fournisseur tiers et précise les conséquences d'une commande passée au-delà du délai de validité.

La CGLLS reste libre de commander ou non dans ces conditions.

- **Acceptation / Refus des devis**

Si le devis est accepté par la CGLLS, celle-ci adresse au Titulaire un bon de commande correspondant dans les conditions prévues supra.

La CGLLS se réserve le droit de ne pas donner suite à un devis. Dans ce cas, aucune indemnité ne peut être réclamée par le Titulaire.

8 CLAUSE DE REEXAMENS

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

En complément des dispositions de l'article 27 du CCAG-TIC et en application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, il est prévu les dispositions suivantes :

- **Modification des prix du marché (ajouts, suppression, modification du contenu des prestations)**

Un nouveau Bordereau des Prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts de prestations au prix initial du marché sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne bouleverse pas l'économie du marché.

Dans le cadre de la maintenance corrective et adaptative, le prix pourra être revu à la hausse ou à la baisse pour tenir compte de l'évolution du périmètre de la TMA, notamment par la suppression ou l'ajout de fonctionnalités.

- **Modification des délais**

Dans le cadre de la clause de réexamen, s'il s'avère que le calendrier de réalisation des projets ou les délais d'exécution des prestations prévues dans les bons de commandes doivent être modifiées, du fait de la CGLLS ou d'un tiers, la CGLLS prend contact avec le Titulaire pour convenir de nouveaux délais.

Si ces nouveaux délais sont sans impact financier et sans incidence sur la durée de l'accord-cadre, la validation de ces nouveaux délais fera l'objet d'un simple échange de courrier entre le Titulaire et la CGLLS par messagerie électronique.

Les modifications de l'accord-cadre donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

9 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le Titulaire garantit ne pas se trouver en situation de conflit d'intérêts entre les missions confiées dans le cadre du présent accord-cadre et toute autre mission réalisée, que ce soit pour la CGLLS ou pour d'autres entités.

Il lui appartient de déclarer sans délai à la CGLLS toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, dès qu'il en a connaissance et pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

9.1 Obligations de moyen et résultat

Le Titulaire est soumis à :

- une **obligation de moyen** pour l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, lorsqu'aucun objectif quantifié n'est explicitement prévu,

- une **obligation de résultat**, notamment en ce qui concerne le maintien des fonctionnalités du système d'information « Harmonia ». À ce titre, aucune régression de fonctionnement ne saurait être tolérée à la suite d'une intervention du Titulaire.

Il appartient au Titulaire de mettre en œuvre tous les moyens humains, matériels, techniques et méthodologiques nécessaires pour assurer l'exécution conforme des prestations, dans le respect des règles de l'art et des stipulations contractuelles.

En cas de régression applicative consécutive à une évolution ou mise à jour, le Titulaire est tenu d'intervenir sans délai, dans le cadre de la maintenance corrective prévue par l'accord-cadre, jusqu'à complet rétablissement du service.

9.2 Obligation de conseil et d'alerte

Le Titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil et d'alerte à l'égard de la CGLLS, de ses partenaires et des organismes utilisateurs du système « Harmonia ».

À ce titre, il lui incombe de :

- signaler sans délai tout dysfonctionnement, risque ou anomalie détecté dans le cadre de ses prestations,
- informer spontanément la CGLLS de tout élément susceptible de compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ou d'engendrer une rupture de service,
- proposer, le cas échéant, des actions correctives ou préventives, assorties d'un rapport documenté décrivant les risques identifiés, les menaces potentielles, et les préconisations associées.

Le manquement à cette obligation de conseil ne saurait, en aucun cas, permettre au Titulaire de se prévaloir d'un défaut ou d'une incohérence contractuelle pour s'exonérer de ses responsabilités.

9.3 Obligation de confidentialité

Si le Titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessous s'appliquent au sous-traitant. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-TIC s'appliquent et sont complétées comme suit :

Les données et la documentation fournis par la CGLLS et ses partenaires au titre du présent accord-cadre et tout autre document de quelque nature qu'il soit, résultant de leur traitement ou de leur utilisation, confiées au Titulaire par la CGLLS et ses partenaires, restent leur propriété exclusive.

Le Titulaire s'engage donc à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et les documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces éléments ne peuvent être copiés, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ni utilisés par le Titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

La CGLLS se réserve le droit de demander, à tout moment, la restitution de tous les supports ou documents confidentiels fournis au Titulaire, qui devra alors s'engager à ne conserver aucune copie ou trace de ces éléments.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

9.4 Continuité de service

Dès lors que le Titulaire est sollicité pour assurer une prestation, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats requises.

9.5 Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir l'intégrité, la disponibilité, la confidentialité et la continuité des services d'hébergement des outils et des données mis à disposition dans le cadre de l'accord-cadre. Ces mesures incluent notamment :

- les dispositifs de protection contre les intrusions et les pertes de données,
- les mécanismes de sauvegarde et de restauration,
- les modalités de supervision et de gestion des incidents de sécurité,
- les procédures de déploiement des mises à jour correctives, notamment les correctifs de sécurité.

Dans le cadre de ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel et afin de contribuer au respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la traçabilité des données à caractère personnel dont il dispose.

À ce titre, toute personne relevant du Titulaire, de ses sous-traitants ou co-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité applicables tant aux accès physiques aux locaux qu'aux accès logiques aux systèmes d'information. Ces mesures garantissent, a minima, que seules les personnes dûment habilitées peuvent accéder aux données à caractère personnel et intervenir sur celles-ci.

9.6 Sécurité, résilience et conformité au règlement DORA

Le présent accord-cadre s'inscrit dans un contexte réglementaire européen de renforcement de la résilience opérationnelle numérique des entités financières, en particulier à travers le règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (règlement DORA).

En tant que prestataire de services TIC intervenant sur le système d'information Harmonia, le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes, en cohérence avec les dispositions du règlement DORA.

• 1. Obligation de sécurité et de résilience opérationnelle

Le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité, l'intégrité, la disponibilité et la continuité de service des prestations fournies dans le cadre du présent marché.

Il garantit notamment :

- la protection contre les accès non autorisés, intrusions, pertes de données ou indisponibilités du système,
- la détection et la gestion des incidents affectant les systèmes d'information ou les données traitées,
- la mise en œuvre de dispositifs de sauvegarde, de redondance, de restauration et de plan de continuité et de reprise d'activité (PCA/PRA) adaptés aux enjeux du système Harmonia,
- la limitation et la traçabilité des accès aux environnements sensibles.

• 2. Gestion des risques TIC

Le Titulaire doit disposer d'un cadre de gestion des risques liés aux technologies de l'information et de la communication, couvrant :

- l'identification, l'évaluation, la prévention et la mitigation des risques opérationnels,
- des procédures de contrôle interne, d'alerte et de remontée d'incidents,
- un processus de revue régulière des vulnérabilités et de gestion des correctifs.

Ce cadre doit être compatible avec les exigences du règlement DORA applicables aux entités financières.

• 3. Notification des incidents majeurs

Le Titulaire s'engage à notifier sans délai à la CGLLS tout incident grave ou majeur susceptible d'avoir un impact sur la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des services ou des données traitées.

Il fournit à la CGLLS un rapport d'incident précisant :

- la nature de l'incident,
- les impacts potentiels ou constatés,
- les mesures prises,
- les actions correctrices prévues ou mises en œuvre.

Cette notification intervient dans un délai maximal de 4 heures à compter de la détection de l'incident, suivie d'un rapport complet sous 5 jours ouvrés.

- **4. Auditabilité et contrôle**

Le Titulaire accepte que la CGLLS, ou tout organisme habilité agissant pour son compte, puisse auditer les conditions d'exécution du marché, notamment au regard de la conformité au règlement DORA.

À ce titre, il s'engage à :

- conserver et tenir à disposition les documents, journaux et traces d'activité liés à l'exécution du marché et aux prestations TIC,
- coopérer pleinement avec les autorités compétentes en cas de demande d'information ou de contrôle réglementaire,
- permettre l'accès aux locaux, systèmes, environnements et personnels concernés, dans le respect des règles de confidentialité.

- **5. Encadrement de la sous-traitance**

Toute sous-traitance de tout ou partie des prestations de l'accord-cadre doit faire l'objet d'un suivi régulier de la performance et des risques.

Le Titulaire demeure pleinement responsable vis-à-vis de la CGLLS de l'exécution des obligations contractuelles par ses sous-traitants.

- **6. Conformité et évolution réglementaire**

Le Titulaire s'engage à assurer une veille réglementaire concernant le règlement DORA et ses actes d'exécution ou lignes directrices, et à adapter en tant que de besoin ses dispositifs techniques, contractuels ou organisationnels.

Il garantit que ses pratiques sont conformes aux exigences applicables aux prestataires TIC critiques au sens du règlement DORA.

10 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Vérification des prestations

La vérification des prestations permet à la CGLLS de s'assurer que les services fournis sont conformes aux exigences techniques et fonctionnelles de l'accord-cadre. Les modalités de vérification varient selon le type de prestations concernées.

Type de prestation	Modalités de vérification
Prestations courantes ou continues (Poste 2 – Maintenance corrective et adaptative, Poste 3 – Hébergement, Poste 4 – Assistance en ligne des utilisateurs)	<i>Ces prestations, assurées de manière régulière, sont admises selon une procédure simplifiée.</i> Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC, elles ne font pas l'objet de vérification d'aptitude (VA) ni de vérification de service régulier (VSR) . L'absence de retour de la CGLLS vaut admission tacite sans nécessité d'établir un procès-verbal.
Prestations ponctuelles (Poste 1 – Opérations de bascule, Poste 5 – Maintenance évolutive,	<i>Ces prestations sont soumises à un processus de vérification formalisé.</i>

Type de prestation	Modalités de vérification
Poste 6 – Réversibilité, Poste 7 – Audit)	Des opérations de VA et VSR sont prévues. Par dérogation, partielle ou totale, aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC, les délais applicables sont précisés dans les bons de commande émis par la CGLLS. Ces vérifications donnent lieu, le cas échéant, à la rédaction d'un procès-verbal.

10.2 Décision après vérification des prestations

A l'issue des opérations de vérification, la CGLLS prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Les modalités d'admission varient selon la nature des prestations.

Type de prestation	Modalités d'admission
Prestations ne donnant pas lieu à VA/VSR (Postes 2 – Maintenance corrective et adaptative, 3 – Hébergement, 4 – Assistance en ligne des utilisateurs)	<i>Les prestations assurées de manière régulière sont admises de manière simplifiée.</i> Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC, le silence gardé par la CGLLS vaut admission tacite des prestations, sans établissement de procès-verbal.
Prestations ponctuelles (Postes 1 – Opérations de bascule, 5 – Maintenance évolutive, 6 – Réversibilité, 7 – Audit)	<i>Ces prestations spécifiques sont soumises à des vérifications préalables pour valider leur conformité.</i> Des opérations de vérification d'aptitude (VA) et de vérification de service régulier (VSR) sont réalisées. Par dérogation aux délais prévus au CCAG-TIC, les délais de vérification applicables sont précisés dans les bons de commande. L'admission est constatée par écrit , le cas échéant par procès-verbal.
En cas de réserves ou de non-conformité	Il sera fait application de l'article 34 du CCAG-TIC.

11 GARANTIE ET MAINTENANCE

Conformément à l'article 36 du CCAG -TIC :

- les corrections appliquées par le Titulaire dans le cadre de la maintenance corrective et adaptative font l'objet d'une garantie minimale de 12 (douze) mois,
- chaque évolution fait l'objet d'une garantie minimale de douze mois à compter de la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est mentionné au point 3.5.3 du CCTP n°2025-04-02 de l'accord-cadre.

12 PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de la CGLLS, peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'ensemble des pénalités mentionnés au présent article sont cumulables. Les pénalités sont plafonnées à 50% du montant total HT du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Par dérogation aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-TIC :

- les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison de montant,
- les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités peuvent être appliquées sur la facture suivant la constatation des faits sanctionnés.

NB : la CGLLS peut décider de renoncer à l'application des pénalités de retard.

12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais contractuels de l'accord-cadre, la CGLLS peut appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant est calculé suivant la formule :

$$P = R \times 300$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité hors taxes

R = nombre de jours de retard calendaires.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré.

12.2 Pénalités pour indisponibilité

Le Titulaire notifie au maître d'ouvrage et aux partenaires la prise en compte de l'anomalie par mail. A compter de cette notification, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais de rétablissement prévus à l'article 3.2.3 c) du CCTP n°2025-04-02, le Titulaire de l'accord-cadre encourt les pénalités suivantes :

Catégorie d'anomalies	Délai de rétablissement	Montant des pénalités
Anomalie critique ou bloquante	Une (1) heure pour apporter une solution	20 euros HT par heure ouvrée
Anomalie majeure	Vingt-quatre (24) heures pour apporter une solution	10 euros HT par heure ouvrée
Anomalie mineure	selon un calendrier à convenir avec la CGLLS pour apporter une solution 80% des interventions sur anomalies mineures doivent se produire dans les sept jours calendaires ; 100% dans les quatorze jours calendaires qui suivent.	5 euros HT par heure ouvrée

12.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 14.3 du CCAG-TIC.

13 MODALITES FINANCIERES

13.1 Caractéristiques et contenu des prix

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Le taux de TVA applicable est le taux légal en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les services, notamment la rémunération des intervenants, leurs éventuels frais de déplacement, les frais afférents à l'ingénierie, ainsi que tous les frais résultants de la prestation à réaliser sans que la liste soit exhaustive.

13.2 Révision des en cas de reconduction de l'accord-cadre

En cas de reconduction de l'accord-cadre (cf. article 2.4 du présent document), les prix des postes suivants sont révisables à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre :

- Poste 2 : Maintenance corrective et adaptative
- Poste 3 : Hébergement – Prestation d'hébergement
- Poste 4 : Assistance en ligne auprès des utilisateurs
- Poste 5 : Maintenance évolutive
- Poste 6 : Réversibilité
- Poste 7 : Audit Sécurité

Formule de révision

Les prix sont révisés en fonction de l'indice « Syntec » par application de la formule suivante :

$$P = P_i (0,15 + 0,85 * S_1 / S_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes,

P_i = prix de base (pour la première révision : prix initial hors taxes, puis prix révisé de la période précédente),

S₁ : valeur de l'indice Syntec publiée un mois avant la date de la notification initiale (ou de la dernière révision),

S₀ : valeur de l'indice Syntec publiée un mois avant la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés à la hausse ou à la baisse. Les montants obtenus sont arrondis au millième, et les calculs intermédiaires sont réalisés avec quatre décimales maximum.

Principe du calcul en chaîne

Pour les reconductions successives, la formule est appliquée en chaîne sur la base du prix révisé précédent. Exemple :


- $P_1 = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times S_1 / S_0)$
- $P_2 = P_1 \times (0,15 + 0,85 \times S_2 / S_1)$
- $P_3 = P_2 \times (0,15 + 0,85 \times S_3 / S_2)$

(où S₀, S₁, S₂, etc., désignent les indices Syntec de référence à chaque étape)

Exemple chiffré :

Données de départ :

- Prix initial P₀ = 10 000 € HT
- Indice Syntec S₀ (un mois avant la notification initiale) = 300
- Indice Syntec S₁ (un mois avant la 1^{re} reconduction) = 312
- Indice Syntec S₂ (un mois avant la 2^e reconduction) = 321

 1^{re} révision :

$$P_1 = 10000 \times (0,15 + 0,85 \times 312 / 300) = 10000 \times (0,15 + 0,85 \times 1,04)$$

$$P_1 = 10000 \times (0,15 + 0,884) = 10000 \times 1,034 = **10340 \text{ € HT} **$$

 2^e révision :

$$P2=10340 \times (0,15+0,85 \times 321/312) = 10340 \times (0,15+0,85 \times 1,02885)$$

$$P2=10340 \times (0,15+0,8745) = 10340 \times 1,0245 = **10595,13\text{€HT}**$$

Transmission des prix révisés

À chaque révision, le Titulaire transmet à la CGLLS le bordereau des prix mis à jour.

13.3 Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille (50 000) euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois (article R.2191-16 du Code de la commande publique).

Cette avance est égale :

- lorsque la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois, à 5 (cinq) % du montant toutes taxes comprises du bon de commande,
- lorsque la durée d'exécution est supérieure à 12 douze mois, à 5 (cinq) % de douze fois le montant toutes taxes comprises de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Si le Titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 10 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le Titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial de la part forfaitaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au Titulaire pour chaque reconduction dans les mêmes conditions.

13.4 Modalités d'application du prix forfaitaire annuel

Les prestations visées aux postes 2, 3 et 4 sont rémunérées sur la base d'un prix forfaitaire annuel, tel que défini dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement, pour une durée de douze (12) mois consécutifs.

Toutefois, en cas d'émission d'un bon de commande couvrant une période inférieure à 12 mois, notamment au titre de la première année d'exécution si le poste 1 – Opérations de bascule – a été commandé, le montant dû au Titulaire est calculé prorata temporis, sur la base d'un douzième du prix forfaitaire annuel par mois d'exécution.

Ainsi, pour une période de dix (10) mois, le montant facturable correspondra à 10/12e du prix annuel forfaitaire.

Cette règle de proratisation s'applique également à toute autre situation dans laquelle la durée d'un bon de commande serait inférieure à l'année contractuelle de référence.

13.5 Modalités de facturation et de paiement

Les prestations sont payées au Titulaire, selon les règles de la comptabilité publique, après admission des prestations et constatation du service fait et jugé conforme.

Le Titulaire doit transmettre ses factures de façon dématérialisée exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro¹. Pour cela, le Titulaire ou le mandataire devra identifier le Code

¹ La documentation afférente est consultable sur le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation de la facturation électronique : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

structure de la CGLLS (18009227200020) et renseigner le numéro de l'accord-cadre et, le cas échéant, le numéro du bon de commande ou d'engagement.

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la référence du marché, le cas échéant, la référence du bon de commande,
- la désignation du payeur, avec l'indication du Code d'identification du service chargé du paiement,
- la date d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- les prix unitaires des prestations réalisées,
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- le cas échéant, les modalités de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

- le compte du Titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement,
- ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

13.6 Echancier de paiements

Poste	Prestation	Modalités de paiement
Poste 1	Opérations de bascule	Règlement intégral après notification de la décision d'admission de la prestation.
Poste 2	Maintenance corrective et adaptative	Règlement partiel définitif, trimestriellement à terme échu, sur la base de trimestres civils, à compter de la date de début d'exécution. La première et la dernière facturation, si elles ne s'appliquent pas à un trimestre civil complet, sont calculées prorata temporis sur la base d'un trimestre de 90 jours.
Poste 3	Hébergement	Modalités identiques au poste 2.
Poste 4	Assistance en ligne des utilisateurs	Modalités identiques au poste 2.
Poste 5	Maintenance évolutive	Paiement en deux temps : <ul style="list-style-type: none">- 60 % du montant hors taxes du bon de commande après notification de la décision de vérification d'aptitude positive

		- 40% restants après notification de la décision de réception définitive de la prestation.
Poste 6	Réversibilité	Règlement intégral après notification de la décision d'admission de la prestation.
Poste 7	Audit Sécurité	Règlement intégral à réception des livrables correspondants et après validation du service fait.

Païement du sous-traitant

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire dès lors que le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Il s'effectue sur la base de pièces justificatives, visées par le Titulaire de l'accord-cadre, et transmises par ce dernier, conformément aux modalités prévues dans le contrat de sous-traitance.

Aucun paiement ne peut intervenir avant service fait.

Les règles de rédaction et de transmission des factures sont identiques à celles applicables au Titulaire.

Païement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant aux prestations qu'il exécute.

En cas de groupement solidaire, le paiement s'effectue sur un compte unique géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition spécifique des paiements entre les membres, accompagnée de modalités précises de répartition.

13.7 Délai de paiement – Intérêts moratoires

Le règlement est effectué dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par la CGLLS sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification.

Le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.

13.8 Coordonnées bancaires du Titulaire

➡ Le Titulaire transmet un relevé d'identité bancaire (RIB) dans son offre.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas d'affacturage, le Titulaire doit impérativement informer la CGLLS du changement de RIB et périmètre des dépenses concernées par l'affacturage. Il adresse les éléments nécessaires à la Direction Administrative et des fonctions supports (DAFS) - Marchés publics de la CGLLS, par courrier électronique à l'adresse : marches.publics@cglis.fr

14 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC, les stipulations suivantes précisent le régime applicable aux droits de propriété intellectuelle attachés afférents aux prestations exécutées.

• 1. Résultats du marché

Les livrables, documents, développements, scripts, configurations, outils, interfaces, correctifs, évolutions, documentations et, plus largement, tous les éléments produits, modifiés, adaptés ou réalisés par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des bons de commande émis au titre du présent accord-cadre (ci-après les « Résultats »), deviennent la propriété exclusive de la CGLLS, au fur et à mesure de leur exécution.

Cette propriété s'étend à l'ensemble des supports, documents et fichiers livrés, quels qu'en soient la forme, le format, le langage ou le niveau de développement (code source, exécutable, commentaires, etc.).

• 2. Cession des droits patrimoniaux

Le Titulaire cède à la CGLLS, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux Résultats, produits dans le cadre de chaque bon de commande, notamment :

- le droit d'utiliser, reproduire, représenter, modifier, adapter, traduire, diffuser, éditer, distribuer, commercialiser, mettre à disposition ou céder tout ou partie des Résultats,
- par tous moyens, sur tous supports, formats, réseaux et systèmes d'information, existants ou à venir,
- pour tout usage, interne ou externe, public ou privé et dans toutes langues.

Cette cession est consentie pour la durée légale de protection des droits, pour le monde entier et sans contrepartie financière autre que le prix contractuel du marché.

• 3. Connaissances antérieures et logiciels tiers

Les éléments appartenant au Titulaire ou à des tiers, créés antérieurement ou en dehors de l'exécution du marché (ci-après les « Connaissances antérieures »), restent la propriété de leurs titulaires respectifs.

Lorsque ces éléments sont nécessaires à l'exploitation des Résultats, le Titulaire s'engage à :

- en informer explicitement la CGLLS dans les documents d'exécution concernés,
- garantir que leur utilisation est compatible avec les droits cédés sur les Résultats,
- concéder à la CGLLS, à titre gratuit, une licence non exclusive, irrévocable, transférable, mondiale et pour la durée légale des droits, lui permettant d'utiliser, de reproduire, de modifier et d'exploiter ces éléments dans le cadre des finalités du marché.

En cas d'intégration de composants tiers, notamment sous licences open source, le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter les obligations qui en découlent, et à garantir leur compatibilité avec les conditions du présent article.

• 4. Garantie du Titulaire

Le Titulaire garantit :

- qu'il dispose de tous les droits nécessaires pour céder ou concéder les droits visés ci-dessus,
- que les Résultats ne contiennent aucun élément susceptible de porter atteinte aux droits de tiers (droits d'auteur, brevets, marques, etc.).

Il garantit la CGLLS contre tout recours, réclamation ou action en contrefaçon ou concurrence déloyale, et s'engage à prendre à sa charge tous frais, dommages et intérêts, indemnités ou condamnations y afférents.

15 CONDITIONS D'ARRET ET DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

15.1 Arrêt de l'exécution des prestations

A la fin de la période de transition (poste 1), il sera fait, le cas échéant, application des dispositions de l'article 41 du CCAG-TIC.

15.2 Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 47 et suivants du CCAG-TIC, à l'exception de l'article 51, ainsi que des dispositions du Code de la commande publique.

Résiliation pour motif d'intérêt général : par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque la CGLLS résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 2% du montant initial hors TVA de chaque bon de commande notifié, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 (quinze) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

16 DISPOSITIONS DIVERSES

16.1 Langue

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre doit être rédigée en langue française.

16.2 Assurance

Le Titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel ou incorporel engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord-cadre ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le Titulaire doit justifier avant tout début d'exécution de l'accord-cadre qu'il est en possession de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation indiquant le montant, l'étendue et la durée de la garantie, ainsi que l'attestation annuelle du paiement des primes.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CGLLS et dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de production dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la réception de la demande, l'accord-cadre pourra être résilié, conformément à l'article 50.1f) du CCAG-TIC.

16.3 Nantissement ou cession de créance

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-55 du Code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Monsieur l'Agent comptable de la CGLLS.

En vue de nantir ou de céder la créance qu'il détient sur la CGLLS, le Titulaire peut réclamer une copie du marché dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-53 du Code de la commande publique.

La demande est adressée à la Direction Administrative et des fonctions supports – Marchés publics par courrier électronique à l'adresse : marches.publics@cglles.fr

16.4 Modification de l'accord-cadre

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la CGLLS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir dans les plus brefs délais la CGLLS.

La CGLLS vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par la CGLLS est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, la CGLLS peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la CGLLS par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse : marches.publics@cglis.fr

En cas de manquement, la CGLLS ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222 5 ou D.8222 7 ou D.8254 2 à D.8254 5 du Code du travail.

Si le Titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service" SIPSI "du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du Code du travail,
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

16.5 Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie, sur simple demande de la CGLLS.

17 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre comporte des traitements de données à caractère personnel.

Pour l'application de présent article, le Responsable de traitement au sens du RGPD est la CGLLS représentée par le Directeur général adjoint et le Sous-traitant est le Titulaire de l'accord-cadre.

Le délégué à la protection des données est la Responsable du pôle administration générale : dpo@cglis.fr

Chaque partie au contrat est tenue au respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à

l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi qu'à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité des données traitées dans le cadre de l'accord-cadre. En cas de manquement à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50.1j) du CCAG-TIC.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le traitement de données personnelles fera l'objet d'un avenant dès la notification de l'accord-cadre. Y sont notamment définies :

- la nature des opérations réalisées,
- la ou les finalité(s) du traitement,
- les catégories de données à caractère personnel traitées,
- les catégories de personnes concernées.

Obligations du Titulaire vis-à-vis de la CGLLS

Le Titulaire de l'accord-cadre prend, notamment, les engagements suivants :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre dont il est Titulaire.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de la CGLLS figurant dans les documents particuliers de l'accord-cadre dont il est Titulaire. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la CGLLS.
- Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la CGLLS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le Titulaire suspend tout transfert et se rapproche de la CGLLS pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, la CGLLS procède à la résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG-TIC de référence.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'accord-cadre dont il est Titulaire.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre dont il est Titulaire :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci, dans l'exécution de ses missions.

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Le Titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD) peut faire appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique), désigné « sous-traitant ultérieur » (au sens RGPD), pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CGLLS (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la CGLLS n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la CGLLS, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du RGPD pour le compte et selon les instructions de la CGLLS. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant la CGLLS de l'exécution des obligations par le sous-traitant ultérieur de ses obligations. Le Titulaire informe la CGLLS de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec la CGLLS avant la collecte de données.

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la CGLLS et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits : droit d'accès et de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@cglis.fr

Le Titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- de l'Espace Economique Européen,
- d'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD,
- ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du Titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le Titulaire ou par les sous-traitants ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...)

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire informe dès qu'il en a connaissance la CGLLS par courrier électronique à dpo@cglis.fr et copie à marches.publics@cglis.fr et par téléphone de toute violation de données à caractère personnel. Le Titulaire signale immédiatement la violation des données à caractère personnel (perte de disponibilité, d'intégrité ou de confidentialité) à son service informatique de proximité afin qu'il prenne les mesures de sécurité informatique qui s'imposent pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le Titulaire s'engage ensuite à notifier à la CGLLS la violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique avec accusé de réception à la déléguée à la protection des données (DPD) de la CGLLS à l'adresse suivante : dpo@cglis.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

Le Titulaire répond en outre sans délai à toutes les demandes de la CGLLS et de sa déléguée à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données du Titulaire, en lien avec les services de la CGLLS en chargé de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après envoi par le DPD de la CGLLS d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé par le Titulaire de l'accord-cadre, par la CLLS ou par sa déléguée à la protection des données, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de la CGLLS, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible, 72 heures au plus tard, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

Aide du Titulaire dans le cadre du respect par la CGLLS de ses obligations

Le Titulaire aide la CGLLS à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi qu'à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de la CGLLS la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la CGLLS ou un auditeur mandaté par elle, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre, la CGLLS informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. Elle peut demander au Titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel,
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à la CGLLS ou au tiers désigné.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à la CGLLS le nom et les coordonnées de la personne désignée comme délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CGLLS comprenant :

- le nom et les coordonnées de la CGLLS, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de la CGLLS,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

Tout manquement aux règles relatives à la protection des données est susceptible de constituer un manquement dans l'exécution de l'accord-cadre. Les sanctions prévues en cas de manquement sont alors applicables, sans préjudice des autres sanctions résultant de la législation sur la protection des données à caractère personnel, notamment celles qui sont susceptibles d'être prononcées par la Commission nationale de l'informatique et libertés.

Conformément au CCAG-TIC, la CGLLS peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la

réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre dont il est Titulaire.

Obligations de la CGLLS vis-à-vis du titulaire

La CGLLS s'engage à :

- fournir au Titulaire les données nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

18 DROIT APPLICABLE - LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CGLLS et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

La CGLLS et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de différend ou de litige qui naîtrait lors de l'exécution du présent contrat, la saisine du Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics est obligatoire. Cette saisine devra être effectuée soit par le Titulaire, soit par la CGLLS.

Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des litiges de Paris

Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris

Direction des affaires juridiques

5, rue Leblanc 75911 Paris cedex

Tél. : 01 82 52 42 72 / Fax : 01 82 52 42 95 Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative :

Tribunal Administratif de Paris

7 Rue de Jouy 75181 Paris CEDEX 04

Tél. (+33) 1 44 59 44 00 / Fax (+33) 1 44 59 46 46 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

19 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article 3 déroge aux articles 4.1, 4.2 du CCAG-TIC

L'article 6.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC

L'article 7.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC

L'article 10.1 déroge aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC

L'article 10.2 déroge aux articles 33, 34 du CCAG-TIC

L'article 12 déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-TIC

L'article 12.2 déroge à l'article 14.2 du CCAG-TIC

L'article 15.2 déroge à l'article 51 du CCAG-TIC

L'article 16.2 déroge à l'article 9 du CCAG-TIC

Fin du document